

ÉCONOMIE ALGÉRIENNE : DOIT-ON REVENIR À L'ÉTATISME ?

Le deuxième mandat de Bouteflika qui vient de se terminer aura été incontestablement marqué par un retour de l'Etat dans l'économie (plans de relance à forte dose d'investissements publics, nouvel assainissement financier des entreprises publiques, recapitalisation des banques publiques, multiplication des emplois aidés...).

La troisième mandature qui débute semble accélérer encore plus cet interventionnisme étatique et les dernières circulaires du Premier ministres, tant celles relatives aux investissements directs étrangers que celles qui réorganisent les activités d'importation exercées par les opérateurs étrangers et qui remettent en bonne place les intérêts de l'opérateur algérien public ou privé, ou encore la création d'un fonds d'investissement d'Etat qui pourra aider au financement de l'investissement productif public, s'inscrivent toutes dans la volonté de renforcement du rôle de l'Etat dans l'économie.

On pensait pourtant que l'arrivée de Bouteflika, en 1999, à la tête de l'Etat algérien allait marquer le début d'une nouvelle aventure pour l'économie algérienne marquée par un engagement dans le libéralisme à la mode au niveau mondial depuis l'adoption du fameux consensus de Washington et des «dix commandements» que l'on peut rapidement rappeler :

1/ Refus de l'utilisation de l'instrument budgétaire pour soutenir l'économie

2/ Suppression des subventions publiques

3/ Baisse des impôts

4/ Taux d'intérêt fixés par le marché

5/ Adoption de taux de change compétitifs (dévaluation pour fouetter les exportations)

6/ Ouverture commerciale

7/ Encouragement des IDE

8/ Privatisation des entreprises publiques

9/ Déréglementation de l'économie

10/ Respect du choix de propriété.

En un mot, retrait de l'Etat et primat au marché.

Bien évidemment, la crise financière et économique mondiale actuelle a rendu tout à fait inapproprié et même bien osé de se prévaloir du consensus de Washington : le libéralisme a produit d'immenses dégâts et le capitalisme triomphant a tendance à baisser pavillon. Mais, il faut reconnaître que ce retrait par rapport au libéralisme a commencé, en Algérie, dès la fin de l'année 2001. Le «Je suis un libéral» de Bouteflika de 1999 a laissé place à «pas de marché libre sans un Etat régulateur» et mieux encore «les entreprises publiques sont un patrimoine de l'Etat qu'on ne peut abandonner».

Cette décennie 2000, et notamment sa seconde moitié, est bien

caractérisée par une politique volontariste digne de celle des années 1970 qui réhabilite le dirigisme et pousse l'Etat à investir massivement certes, surtout dans les équipements du pays et les infrastructures de base mais aussi dans le développement de l'agriculture et des zones rurales et bientôt dans le secteur industriel puisqu'une ambitieuse stratégie industrielle est en attente d'être adoptée et mise en œuvre, dans sa grande partie, par l'Etat et ses entreprises publiques.

• La politique des salaires et celle des taux d'intérêt est toujours déterminée centralement par le gouvernement même s'il y a quelques séances de concertation-alibi avec le syndicat et le patronat.

• Le commerce extérieur libre dans le discours est contrôlé par l'Etat dans les faits : des règlements sont produits au gré de la conjoncture avec comme objectif de garder sous contrôle les opérations de commerce extérieur soit par le biais des lois de finances, des circulaires internes aux banques ou des règlements douaniers.

• La loi sur la concurrence adoptée et publiée n'est pas appliquée et la concurrence déloyale et le commerce informel font feu de tout bois.

Cette manière de gérer les affaires économiques rend bien évidemment illisible la politique économique du gouvernement



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

pour les opérateurs, qu'ils soient nationaux ou étrangers.

Mais, la question principale qui se pose lorsqu'on veut tenter de dessiner les perspectives économiques de l'Algérie est celle de savoir s'il est juste de chercher à jeter par-dessus bord les réformes économiques comme on les appelle ici, de rebrousser chemin dans le programme de construction d'une économie de marché avec liberté d'entreprendre et de commercer, liberté d'initiative, même si l'Etat, bien sûr, doit rester régulateur, et, pourquoi pas, par certains endroits (mais seulement par certains endroits) investisseur ?

Il faut bien prendre conscience que la démondialisation n'a pas commencé et le mur de Berlin n'a pas été reconstruit.

A. B.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Le Samu politique selon Louisa !

Pourquoi une carte de journaliste ?

Pour un journalisme à la carte !

Quand elle évoque la fraude à large échelle qui a marqué la dernière présidentielle, Louisa assure que cela n'est pas le fait d'Abdekka, mais d'un environnement malsain. Lorsqu'elle énumère les chantiers en souffrance, Louisa jure que ce n'est pas le fait d'Abdekka, mais de personnes malintentionnées qui gravitent autour de lui, malgré lui. Si j'étais Abdekka – Dieu l'en préserve ! – je serais tout de même un peu froissé.

Car, à en croire Louisa, tout se passerait juste à côté de moi sans que je me rende compte de rien. Auquel cas, soit je suis complètement aveugle, miros, soit je suis tellement bon et généreux que je n'arrive pas à me débarrasser des brebis galeuses qui polluent mon environnement immédiat. Dans les

deux cas, je serais innocent. Selon Louisa, bien sûr ! Mais alors, si le problème, ce n'est pas moi... enfin... je veux dire lui, Abdekka, mais plutôt son entourage, n'aurait-il pas été plus judicieux de la part de Louisa de postuler, non pas à la présidence, mais plutôt à la fonction de conseillère unique et exclusive de Boutef' ? Pourquoi avoir perdu du temps et de l'argent à jouer au lièvre, alors qu'elle aurait très bien pu faire fonction d'adjointe au lion, sans dépenser un seul de nos sous ? Remarquez, moi, ce que j'en dis, c'est juste un avis, comme ça, au passage. Louisa est libre de faire ce qu'elle veut. Et ce qu'elle fait de mieux depuis quelque temps, c'est de se porter au secours d'Abdekka. Bravo pour ce Samu politique ! Un tel dévouement à blanchir Boutef' vaut bien une législative anticipée, non ? Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

CENTRE CULTUREL FRANÇAIS DE ANNABA

Jeudi 7 mai 2009 à 15h30

Rencontre avec l'auteur journaliste **MAÂMAR FARAH**

